

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

+ 1TU

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE

RÉFÉRENCES A RAPPELER : CV/JC201

AFFAIRE SUIVIE PAR : Melle VIANDE
TEL. 04.76.60.34.89

ARRETE N° 2000.4476

LE PREFET DE L'ISERE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

28/6/2000

VU la loi n° 76.663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, modifiée ;

VU la loi n° 92.3 du 3 Janvier 1992, dite « loi sur l'eau » ;

VU le décret n° 53.578 du 20 Mai 1953, modifié ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977, pris pour l'application de la loi précitée, et du titre 1^{er} de la loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, modifiés ;

VU la demande en date du 12 Février 1999, avec les plans y afférents, présentés par la Société ISOBOX HENRY PRODUCTION en vue d'être autorisée à procéder à l'extension de la capacité de production de polystyrène expansé de son usine située à VIENNE, Zone Industrielle de « Leveau » ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes ; en date du 12 Février 1999 ;

VU l'arrêté n° 99.2354 en date du 29 Mars 1999, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique ouverte le 26 Avril 1999 et close le 26 Mai 1999, ne contenant aucune observation, et les certificats d'affichage ;

VU les délibérations des Conseils Municipaux des communes de :

- SEYSSUEL, en date du 16 Avril 1999,
- PONT-EVEQUE, en date du 28 Avril 1999,
- CHUZELLES, en date du 7 Mai 1999,
- SAINT-ROMAIN-en-GAL, en date du 10 Mai 1999,
- VIENNE, en date du 20 Mai 1999,
- SERPAIZE, en date du 20 Mai 1999 ;

VU le mémoire en réponse établi le 1^{er} Juin 1999 par la Société ISOBOX HENRY PRODUCTION ;

VU le rapport relatant l'enquête et les conclusions favorables de M. Hubert SALLE, désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur, en date du 5 Juin 1999 ;

VU l'avis du Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours, en date du 30 Mars 1999 ;

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, en date du 6 Avril 1999 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, en date du 18 Mai 1999 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, en date du 25 Mai 1999 ;

VU l'avis du Chef de la Mission Inter-Services de l'Eau, en date du 25 Mai 1999 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipeement, en date du 10 Juin 1999 ;

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, Inspecteur des Installations Classées, en date du 22 Décembre 1999 ;

VU la lettre en date du 23 Décembre 1999, invitant le Société ISOBOX HENRY PRODUCTION à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 6 Janvier 2000 ;

VU la lettre en date du 24 Janvier 2000, transmettant à la Société intéressée le projet d'arrêté d'autorisation statuant sur sa demande ;

VU la réponse du pétitionnaire en date du 9 Février 2000 formulant diverses observations sur certains points du texte des prescriptions ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 1^{er} Mars 2000, modifiant la prescriptions 3.3.24 concernant la hauteur des cheminées ;

CONSIDERANT que l'extension de l'usine de fabrication de plaques de polystyrène expansé projetée par la Société ISOBOX HENRY PRODUCTION comprend des activités soumises à autorisation (rubriques n° 2661-1^{er} a, n° 2661-2^e a, n° 2662-1^{er} a , n° 2940-2^e a) et à déclaration (rubriques n° 2910 A-2^e et n° 2920-2^e b) au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} – La Société ISOBOX HENRY PRODUCTION (adresse : Usine de VIENNE – Zone Industrielle de Leveau 1062 – 38216 VIENNE Cedex) est autorisée à procéder à l'extension de son usine de fabrication de plaques de polystyrène expansé située dans la zone industrielle de « Leveau » 1062 à VIENNE et qui comprend les activités classées suivantes :

- l'emploi et le réemploi de polystyrène (25 t/j) : **autorisation (rubrique n° 2661-1^{er} a)**
- la découpe de polystyrène (25 t/j) : **autorisation (rubrique n° 2661-2^e a)**
- un dépôt de polystyrène expansé de 15 000 m³ : **autorisation (rubrique n° 2662-1^{er} a)**
- l'application de colles (300 kg/j) : **autorisation (rubrique n° 2940-2^e a)**
- la combustion de fioul lourd (4,8 MW) : **déclaration (rubrique n° 2910-A-2^e)**
- la compression d'air (75 KW) : **déclaration (rubrique n° 2920-2^e b).**

La présente autorisation est accordée sous réserve que soient strictement respectées les prescriptions particulières d'exploitation ci-annexées.

ARTICLE 2 – L'exploitant devra, en outre, se conformer strictement aux dispositions édictées par le Livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son application, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, notamment au décret du 10 Juillet 1913 modifié, visant les mesures générales de protection et de salubrité.

ARTICLE 3 – L'extension projetée devra être réalisée dans le délai de trois années à partir de la notification du présent arrêté. Dans le cas contraire, le permissionnaire en avisera le Préfet, par lettre recommandée, en indiquant, le cas échéant, les raisons de force majeure qui seraient de nature à expliquer ce retard. Il en sera de même s'il veut reprendre son exploitation après une interruption de deux années consécutives.

ARTICLE 4 – Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 Septembre 1977 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

ARTICLE 5 – L'exploitant devra déclarer sans délai les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi susvisé.

ARTICLE 6 – Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 Septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet. De même, en cas de cessation d'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au Préfet de l'Isère – D.A.E. – Service de l'Environnement.

ARTICLE 7 – Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la Mairie de VIENNE pendant une durée minimum d'un mois.


Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 8 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 9 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de l'Arrondissement de VIENNE, le Maire de VIENNE et l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société intéressée.


POUR AMPLIATION
Le Chef de Bureau,


Hervé CHAMBRON

GRENOBLE, le 28 JUIN 2000

Le Préfet

Pour le Préfet
et par délégation :
Le Secrétaire Général,

 Claude MOREL

